

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

AECG : la signature n'est pas pour demain

Un haut représentant commercial européen a déclaré, le 7 mai, que bien que l'on ait réalisé « d'énormes progrès » sur les questions restantes de l'Accord économique et commercial global (AECG) Canada-Union européenne, l'accord n'est pas encore prêt à être signé et à être expédié aux parlements des deux parties pour ratification. Lors de la réunion du 8 mai du Conseil des affaires étrangères (CAE) de l'UE, le commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht, a fait savoir aux États-membres à quel point l'achèvement des négociations de l'AECG était rendu, et il a admis que, bien que sa réunion du 7 mai avec le ministre du Commerce du Canada, M. Ed Fast, à Paris, ait fait naître une forte attente, car cette dernière rencontre bilatérale en date aurait pu aboutir à la conclusion des négociations, les deux parties n'ont pas été en mesure de parvenir à une entente.

La Commission a en fait déclaré qu'elle ferait rapport des progrès accomplis au sujet des questions techniques restantes, qui devraient être conclues à l'avance de la réunion du Conseil du 8 mai. Mais « pour être franc », a déclaré avec insistance M. De Gucht, ces « discussions techniques finales se sont révélées être plus difficiles qu'on le prévoyait au départ ». Cependant, le commissaire au Commerce de l'UE demeure confiant que les deux côtés parviendront à la ligne d'arrivée au cours des prochaines semaines.

Dans une note d'information qu'elle a expédiée aux États-membres en prévision de la réunion du CAE-Commerce, la Commission a évoqué les questions des contingents tarifaires, des droits de propriété intellectuelle pour les produits pharmaceutiques; les services financiers; la protection des indications géographiques; la protection de l'investissement; et les règles d'origine comme enjeux au sujet desquels du travail supplémentaire s'impose.

Lors de la réunion du Conseil, M. De Gucht a déclaré qu'il restait « 3 à 4 questions techniques » à régler, décrivant les affaires en suspens comme « épineuses », ce qui rend difficile de donner une date précise à laquelle les deux côtés seront en mesure de conclure l'accord.

Pour ce qui est de l'administration des CT, par exemple, le Commissaire a expliqué que les deux parties ont des perceptions différentes de la façon dont les CT dont elles sont convenus (p. ex., bœuf et porc vers l'UE, produits laitiers vers le Canada) seront gérés, c.-à-d. si cela se ferait sur la base de permis ou selon le principe du premier arrivé premier servi, et comment s'assurer que l'accès est adéquatement réparti entre un certain nombre de pays de l'UE.

La prochaine réunion du Comité de la politique commerciale (CPC) de l'UE, qui doit se tenir le 23 mai, peut également présenter l'occasion de remettre aux États membres un texte entièrement terminé de l'AECG, qui devra ensuite être examiné pendant environ 4 semaines avant que les États membres puissent commencer le processus de ratification.

Mini-conférence ministérielle de l'OMC

Les principaux membres de l'OMC ont tenu leur traditionnelle mini-conférence ministérielle en marge du Forum de l'OCDE, qui s'est tenu du 5 au 7 mai à Paris. Environ 24 pays ont assisté à la réunion, dont l'hôte était l'Australie, pour discuter des progrès réalisés dans le cadre du Cycle de Doha depuis la Conférence ministérielle couronnée de succès (CM9) qui s'est déroulée à Bali en septembre dernier.

M. Andrew Robb, le ministre du Commerce d'Australie, qui a présidé la réunion de deux heures et demie, a déclaré que les membres se sont entendus sur un certain nombre de questions, notamment la nécessité de terminer la mise en œuvre du résultat de la CM9 – particulièrement la facilitation des échanges, dont la plupart conviennent qu'elle progresse bien – et du programme de travail de l'après-Bali, d'ici la fin de l'année, ce qui est considéré comme « un test critique pour l'OMC ».

En ce sens, le progrès réalisé sur les questions essentielles, en l'occurrence l'agriculture, les produits industriels et les services, également appelé le trépied, doit être rapide, a déclaré M. Robb, ajoutant qu'il s'impose de déterminer ce qui peut être fait de façon réaliste. Le plan consiste à marquer le 20^e anniversaire de l'OMC en faisant de la prochaine Conférence ministérielle (CM10 qui pourrait se dérouler probablement en décembre 2015) une réussite complète. Ce serait une excellente occasion « de célébrer un autre cycle de progrès considérable » a déclaré le ministre australien.

¹ Argentine, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, UE, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Corée, Lesotho, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pérou, Afrique du Sud, Suisse, Turquie, Ouganda, et États-Unis.

« Il y a de l'élan. Vous pouvez le sentir, vous pouvez le voir », a ajouté M. Robb. Le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo prétend pour sa part que les membres se trouvaient exactement là où ils étaient censés être à ce moment. Les délégués de Genève ont tenu des séances de discussions générales sans parler des « spécificités des textes », a-t-il déclaré. À présent, le moment est venu de passer à l'étape suivante, qui consiste à examiner « les textes et les questions en mode de quête de solutions ».

C'est en fait cette partie de la conversation qui a créé quelque controverse à Paris. Les pays développés et les pays en développement n'ont pas été en mesure de parvenir à un consensus sur l'état d'avancement des textes révisés sur le projet de modalités de 2008, qui jusqu'à présent étaient considérés comme la base de futures négociations.

Bien que les membres aient accepté de garder l'esprit ouvert pour s'attaquer aux difficiles questions en agriculture et dans l'AMNA, les États-Unis et d'autres pays développés pensent que les pourparlers doivent s'adapter à la nouvelle réalité de l'économie mondiale. M. Robb a affirmé que le monde a changé depuis que Doha a commencé, et les membres ne peuvent pas « [traduction] se contenter de camper sur leurs positions historiques ». Le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman, abonde dans ce sens, mettant les pays émergents au défi d'en faire davantage dans le domaine du soutien interne. « Il s'agit d'un autre secteur dans lequel nous n'avons pas encore eu une conversation intégrale et crédible », a déclaré l'USTR à ses pairs à Paris. « Nous ne pouvons pas faire abstraction du fait que la nature de ceux qui subventionnent s'est transformé radicalement au cours des 13 années depuis que le Cycle de Doha a été lancé ».

« Les plus grandes économies émergentes subventionnent à présent leurs agriculteurs à des niveaux aussi élevés, voire plus élevés que les États-Unis et l'Europe. Qui plus est, les subventions des pays développés ont baissé, alors que celles des pays émergents ont augmenté de façon spectaculaire », a ajouté M. Froman.

Les commentaires de M. Froman ont également été repris dans un document de travail diffusé par le Groupe de Cairns à la mi-mars, dans lequel le groupe montre que les pays qui traditionnellement dépensent beaucoup, notamment l'UE et les États-Unis, ont réduit radicalement leur soutien interne au cours de la dernière décennie.

Dans le cas de l'UE, le soutien total ayant des effets de distorsion des échanges (STEDE) est passé de (toutes les valeurs sont en USD) 36,1 milliards de dollars en 2001 à 10,3 milliards de dollars en 2010, tandis qu'aux États-Unis, le STEDE a chuté de 21,5 milliards de dollars à 14,4 milliards de dollars, de 2001 à 2011.

Par ailleurs, les STEDE des pays en développement ont fortement augmenté au cours de la dernière décennie, particulièrement lorsqu'il s'agit de pays émergents comme la Chine et l'Inde. Le STEDE de l'Inde a crû, passant de 8,2 milliards de dollars à 16,4 milliards de dollars, de 2001 à 2008, et bien que le niveau de soutien total du Brésil semble bien moins effrayant, il a également doublé, bondissant de 1,3 milliard de dollars à 3,6 milliards de dollars, de 2001 à 2012. Cependant, la plus forte augmentation du STEDE provenait de la Chine, dont le soutien estimé « a augmenté de façon exponentielle », passant de 320 millions de dollars au montant sidérant de 13,3 milliards de dollars, de 2001 à 2008.

Le soutien total de la Chine a atteint le montant stupéfiant de 99,8 milliards de dollars en 2008, lorsque l'on tient compte des subventions de la catégorie verte, tandis que le niveau déclaré de l'Inde de tous les types de soutien (c.-à-d. y compris les subventions de la catégorie verte) a atteint 50,2 milliards de dollars la même année.

M. Froman a déclaré que la résolution de problèmes dans ce secteur des négociations de Doha « [traduction] est rendu infiniment plus compliquée par le fait que les principaux acteurs ont des années de retard pour se conformer à leurs obligations de notifier les membres de leurs programmes de subventions ».

« À l'heure actuelle, nous volons donc sans visibilité, et ce n'est pas une bonne façon de commencer une négociation sérieuse. Lors de la mini-ministériel de Davos, plus tôt cette année, moi-même et d'autres ont demandé de l'information et une analyse actualisées. Dans le domaine de l'agriculture, nous attendons toujours », a ajouté l'USTR.

Entre-temps, la Chine a rejeté les critiques, considérant comme « vouée à l'échec » toute tentative ayant pour objet d'obliger les pays émergents à faire des coupures plus importantes dans leur niveau actuel de soutien interne, ce que le ministre adjoint au Commerce de Chine a décrit comme une « ligne rouge » dans le cas des négociations.

M. Froman, quant à lui, a fermement déclaré que toute discussion dans le domaine des subventions intérieures qui refuse tout simplement de tenir compte de la nouvelle situation des pays émergents ne peut être considérée comme « sérieuse sur le plan politique ou économique », et ne peut de ce fait servir de base au genre de progrès que les États-Unis essaient également de réaliser dans le cadre de l'AMNA et des services.

² Le STEDE tient compte de la somme du soutien propre à un produit et non propre à un produit fourni par les pays sélectionnés, notamment les limites des dépenses provenant des intrants et des subventions à l'investissement fournies à des agriculteurs pauvres en ressources et à faible revenu (le « traitement spécial et différencié » comme il est convenu d'appeler ce soutien ou l'article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture).

L'ensemble des membres de l'OMC devrait discuter du résultat de la mini-ministérielle de Paris lors de la réunion du 12 mai du Conseil général.

Prochains événements

- Conseil général de l'OMC, 12 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre
- Réunion des négociateurs principaux (PTP), 12-15 mai, Ho Chi Minh (Vietnam)
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 17-18 mai, Qingdao (Chine)
- Conférence ministérielle du PTP, 19-20 mai, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 6 juin, 13 novembre
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet, Sydney (Australie)
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :
www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

